



Syndicat
National des
Professionnel·le·s
de la Petite Enfance

De la petite enfance à la jeunesse : le mépris ne peut pas tenir lieu de politique

Guénange, le 6 octobre 2026 - Le 8 octobre, les professionnel·le·s de la petite enfance se mobiliseront partout en France à l'appel du collectif Pas de bébés à la consigne, dont le SNPPE est membre.

Le collectif a demandé une rencontre avec Stéphanie Rist, ministre de la Santé et des Familles. La réponse propose un échange avec des membres de son cabinet, les 13 ou 14 octobre, après la mobilisation. Aucune rencontre avec la ministre elle-même n'est proposée.

Pour le SNPPE, cette réponse traduit un mépris politique envers un secteur dont le gouvernement semble attendre qu'il continue à tenir, quelles que soient les conditions.

Quand les pêcheurs alertent sur l'avenir de leur profession, la ministre chargée de la Mer et de la Pêche annonce un déplacement à Sète et au Grau-du-Roi pour les rencontrer. Cette considération est légitime. Les professionnel·le·s de la petite enfance doivent bénéficier du même engagement ministériel.

Pourquoi celles et ceux qui accueillent les jeunes enfants devraient-ils se contenter d'un rendez-vous avec des conseillers lorsqu'ils demandent des décisions politiques ?

De la petite enfance à la jeunesse, un même mépris se dessine : les besoins sont relégués, les alertes minimisées et la parole de celles et ceux qui se mobilisent disqualifiée.

Les professionnel·le·s réclament les moyens d'accueillir dignement les tout-petits. Les lycéen·ne·s réclament les moyens d'étudier dans de bonnes conditions. Leurs revendications concernent les effectifs, les moyens, la sécurité et l'avenir. Elles exigent une réponse politique à la hauteur.

Face aux mobilisations lycéennes, les interventions policières et les violences présumées ayant conduit à l'ouverture d'enquêtes de l'IGPN soulèvent une question fondamentale : quelle place ce gouvernement accorde-t-il à la parole de la jeunesse ?

Quel message adresse-t-on à une génération lorsque, dès la petite enfance, les adultes qui prennent soin d'elle peinent à être entendus, puis que sa propre mobilisation se heurte à la répression ?

Madame la ministre, un échange avec votre cabinet ne saurait remplacer votre engagement. Nous demandons que vous receviez personnellement le collectif, que vous rencontriez les équipes sur le terrain et que vous apportiez des réponses concrètes sur les qualifications, les rémunérations, les conditions de travail et le financement de l'accueil.

Le 8 octobre, nous manifesterons pour nos métiers, notre dignité et
les droits des enfants.

De la petite enfance à la jeunesse, nous refusons que le mépris
devienne une manière de gouverner.